

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE TECHNIQUE
Marine nationale

CIRCULAIRE N° 343/ALFAN/ADP/SECUPTF

relative aux contrôles des installations de production de mousse et d'eau dopée à bord des bâtiments de surface.

Du 15 décembre 2004

TITRE B : *sécurité classique et défense NRBC.*

FORCE D'ACTION NAVALE : *division « logistique ».*

CIRCULAIRE N° 343/ALFAN/ADP/SECUPTF relative aux contrôles des installations de production de mousse et d'eau dopée à bord des bâtiments de surface.

Du 15 décembre 2004

NOR D E F B 0 4 5 3 6 3 7 C

Références :

- a) Instruction n° 30/DEF/EMM/PROG/PFLI du 17 janvier 2001 ((BOC, p. 889). ; BOEM 140.3.4, 913-1) modifiée ;
- b) Circulaire n° 231/DEF/EMM/ALNUC du 1er octobre 2004 (BT, p. 165 ; BMT 106/T).

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Texte abrogé :

Circulaire n° 146/EMM/MAT/ST du 23 février 1990 (BT, p. 59 ; BMT 106/T) et son modificatif du 6 mai 1997 (BT, p. 249).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 913-32.

Référence de publication : BT, 2004, p. 193.

La présente circulaire a pour objet de diffuser les opérations de contrôle à réaliser sur les installations de production de mousse et d'eau dopée à bord des bâtiments de surface.

Les règles relatives aux émulseurs employés dans ces installations sont précisées dans le document de référence b).

1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. Cadre d'application.

Toute installation de sécurité incendie doit faire l'objet d'un suivi au sein de l'unité afin de s'assurer de la permanence des moyens de lutte.

Les opérations de contrôles définies en annexe de cette circulaire sont applicables à toutes les installations sécurité de production de mousse et d'eau dopée (semi-fixes et fixes).

Conformément à l'instruction de référence a) (point 6.1.3), les opérations du 2e degré doivent faire l'objet de procès-verbaux insérés dans l'historique de l'installation, les opérations de contrôle du 1er degré sont enregistrées sur le cahier des travaux journaliers des secteurs concernés.

Les contrôles édictés par la présente circulaire ne se substituent pas aux opérations de maintenance spécifiques aux installations et, le cas échéant, à certains de leurs composants, prévues par la documentation de l'unité, du constructeur ou encore par la réglementation technique.

1.2. Personnel compétent.

Les opérations de contrôle du 1er degré sont à la charge du service utilisateur sous la responsabilité du chef de service.

La préparation des opérations nécessaires à la réalisation des contrôles du 2e degré, la préparation des ordres et la rédaction des procès-verbaux afférents sont réalisés par le personnel du service en charge de la maintenance des installations.

La personne responsable du contrôle du 2e degré, normalement un membre du secteur sécurité, est désignée par un ordre particulier du commandant en second ou de l'adjoint sécurité.

Son rôle est notamment :

- d'informer en temps réel la chaîne fonctionnelle sécurité ;
- de réaliser le briefing ;
- de faire appliquer l'ordre commandant en second (cf. point 1.3) ;
- de faire prendre les mesures conservatoires en cas d'avarie ;
- de s'assurer et de rendre compte de l'entière disponibilité de l'installation à l'issue du contrôle ;
- de viser le procès-verbal rédigé à l'issue du contrôle.

1.3. L'ordre commandant en second.

Conformément au point ci-dessus, un ordre commandant en second, ou de l'adjoint sécurité sur les grands bâtiments, doit être établi pour chaque contrôle de 2e degré.

Cet ordre doit préciser :

- le personnel participant ;
- la personne responsable du contrôle ;
- les attributions et les responsabilités de chacun ;
- les dispositions matérielles à prendre [liaisons avec le poste central (PC) sécurité, disposition des différents circuits, etc.] ;
- le mode opératoire avec sa chronologie et les points d'arrêts ;
- les risques induits et les dispositions pour s'en prémunir et éventuellement y faire face.

2. PÉRIODICITÉ DES CONTRÔLES.

2.1. Généralités.

Le déroulement des contrôles et leurs conséquences (consommation d'un volume d'émulseur par exemple) ne doivent en aucun cas influencer sur la capacité opérationnelle du bâtiment.

2.2. Les différents contrôles.

Les différentes opérations réalisées au cours de ces contrôles sont, de par leur importance, de deux degrés distincts. La nature des contrôles figure en annexe de cette circulaire.

Les échéances de ces contrôles sont les suivantes :

Contrôles	
Types d'opérations	Périodicités
1er degré	Veille d'appareillage.
	Hebdomadaire.
	Mensuelle.
	Trimestrielle.
2e degré	Annuelle.
	Tous les deux ans et après une période d'entretien majeur.

3. LES CONTRÔLES NÉCESSITANT DES OPÉRATIONS DU DEUXIEME DEGRÉ.

3.1. Généralités.

La programmation et les modalités d'exécution des contrôles du second degré doivent être étudiées à l'occasion de la réunion de la commission sécurité.

En fonction de la complexité des installations, les officiers sécurité des services (OSS) concernés rédigeront une procédure de contrôle.

En cas d'impossibilité ou de retard dans la réalisation des contrôles bi-annuel, l'unité devra en informer son autorité organique et, le cas échéant, le service de soutien en charge du retraitement des effluents. Elle précisera à cette occasion les nouvelles dates objectifs pour la réalisation des contrôles.

Toute anomalie constatée lors des contrôles doit être enregistrée sur l'historique de l'installation et, si nécessaire, faire l'objet d'une fiche technique d'anomalie (FTA). Les éventuelles demandes de concours des unités de soutien nécessaires à la suppression des anomalies seront initialisées sans délai. Tant que l'installation n'a pas retrouvé son entière disponibilité, l'unité se doit de prendre les mesures conservatoires adaptées.

3.2. Cas particulier des contrôles bi-annuels.

Les contrôles bi-annuels nécessitent l'aspiration d'émulseur (cf. annexe), de ce fait leur exécution est soumise à des règles particulières.

3.2.1. Installations de production de mousse sous-parquet.

Les rejets à la mer des effluents issus des contrôles bi-annuels des installations de production de mousse sous-parquet (mélange d'eau de mer, d'émulseur et d'hydrocarbures résiduels) sont **strictement interdits**.

Les effluents issus de cette opération majeure doivent être retraités selon les procédures en vigueur dans le port.

Compte tenu des contraintes imposées par ce contrôle, il sera, dans toute la mesure du possible, réalisé lors d'une période d'entretien programmée.

Les contrôles bi-annuels ne nécessitent pas la vidange complète de la réserve d'émulseur.

L'essai est considéré comme concluant après contrôle de la qualité du tapis de mousse produit par l'ensemble

des diffuseurs notamment ceux situés en bout de ligne.

3.2.2. Installations extérieures.

Les émulseurs aujourd'hui approvisionnés par la marine sont biodégradables. En conséquence, les contrôles en vraie grandeur des installations extérieures (arrosage eau dopée de certains ponts d'envol par exemple) sont autorisés à la mer, mais uniquement à plus de 12 nautiques des côtes (sauf raison opérationnelle poste aviation).

Dans la mesure où les spécificités ou l'activité opérationnelle du bâtiment ne permettent pas de libérer complètement le pont d'envol à la mer pour réaliser les essais en vrai grandeur, le bâtiment établira une procédure de contrôle spécifique en vue de garantir l'efficacité de fonctionnement de ses installations en cas de sinistre réel.

Pour les installations semi-fixes sur pont d'envol, les balancements avec production de mousse nécessaires avant chaque poste aviation peuvent être considérés comme un essai en grandeur réelle de type bi-annuel.

4. TEXTES ABROGÉS.

La circulaire n° 146/EMM/MAT/ST du 23 février 1990 relative à la dotation et à l'emploi des liquides émulseurs et aux règles d'entretien des installations de production de mousse à bord des bâtiments est abrogée.

Le commandant de la force d'action navale :

*Par ordre, le capitaine de vaisseau,
adjoint de l'amiral commandant la force d'action navale pour les domaines transverses,*

Alain BESANCON.

ANNEXE.

INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE MOUSSE ET D'EAU DOPÉE. PÉRIODICITÉ ET NATURE DES CONTRÔLES.

Types d'opérations	Périodicité	Opérations	Type d'installation de production de mousse ou d'eau dopée		
			Sous-parquet des compartiments machines et auxiliaires	Intérieurs (hangars, soutes...)	Extérieurs (ponts d'envol, radiers...)
1er degré	Veille d'appareillage.	Contrôle des niveaux d'émulseur.	X	X	X
	Hebdomadaire.	Contrôle des niveaux d'émulseur.	X	X	X
	Mensuelle.	Manœuvre des sectionnements de tous les circuits de l'installation (1) (2) (3).	X	X	X
	Trimestrielle.	Contrôle du bon état des dispositifs de projection (diffuseurs, canons, etc.) (1).	X	X	X
2e degré	Annuelle.	Essai à l'eau de mer à pression de service (1) (4).	X		X
	Tous les 2 ans et après une période d'entretien majeur.	Essai à l'air (1).	X	X	X
		Essai en grandeur réelle, à pression de service, avec injection d'émulseur (4).	X (5) (6)		X (7)

(1) Sauf dispositions contraires prévues par la documentation technique propre à l'installation.

(2) Sauf vanne d'alimentation.

(3) Cas particuliers : pour les bâtiments possédant un collecteur d'eau dopée, les vannes de sectionnement de ce dernier sont manœuvrées en fonction du plan d'entretien courant du bâtiment (PEC).

- (4) À l'issue, réaliser un rinçage à l'eau douce.
- (5) De préférence à l'occasion d'une période d'entretien programmé.
- (6) À l'issue de cet essai, les effluents seront récupérés par barge ou par citerne pour être retraités.
- (7) À la mer, à plus de 12 nautiques des côtes sauf raison opérationnelle (poste aviation).